



## ARRÊTE MUNICIPAL

**Direction des Services Techniques** : AD/PK/JSK/CLD N°109/2021

**Le Maire de la ville de SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME**

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Considérant qu'il est nécessaire, pour des raisons de sécurité publique, de réglementer la circulation des véhicules sur le territoire de la Commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation sur le territoire de la commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume :

- Avenue du 19 Mars 1962

**ARTICLE 2 :** Il sera mis en place un « STOP », Avenue du 19 Mars 1962.

**ARTICLE 3 :** Les dispositifs du présent arrêté entreront en vigueur le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

**ARTICLE 4 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie) sera mise en place par les Services Techniques de la Ville de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

**ARTICLE 5 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L2131-1 dudit code.

**ARTICLE 7 :** Madame le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les Agents de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la Commune et publié sur le site de la ville.

**ARTICLE 8** : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 23 février 2021

Pour le Maire  
L'Adjoint Délégué,

**Paul KHADIR**

